

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 837

[2003/200254]

13 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant certaines dispositions d'exécution du décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits agricoles de qualité différenciée

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits agricoles de qualité différenciée, notamment les articles 6, 9, 10, 12, 17, 18 et 26;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 21 janvier 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas les trois jours;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis numéro 34.807/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 février 2003;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le décret » : le décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits de qualité différenciée;

2° « l'Agence » : l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité créée par l'article 5 du décret;

3° « le Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

Art. 2. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire de l'Agence.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 3. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur général adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général adjoint, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur de la direction concernée.

Art. 4. Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

Art. 5. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 6. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° mission s'inscrivant dans la politique des relations internationales : tout déplacement à l'étranger visant, directement ou indirectement, soit à la promotion internationale de la Région, soit à la recherche ou à la mise en oeuvre de toute forme de coopération internationale impliquant des intervenants wallons;

2° mission à caractère technique : tout déplacement à l'étranger en vue de participer à des actions ou manifestations ne répondant pas aux objectifs visés au 1°, à l'exception des missions de formation à l'étranger;

3° dépense relative aux frais de représentation : toute dépense concernant les frais de restaurant, de réception et/ou de cadeaux d'affaires que les besoins du service nécessitent d'exposer dans le cadre des relations avec des représentants d'organismes extérieurs au Ministère de la Région wallonne.

TITRE II. — *Délégations en matière de personnel*

Art. 7. Délégation est accordée pour prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger.

1° au directeur général à l'égard du directeur général adjoint;

2° au directeur général adjoint à l'égard des directeurs relevant de son autorité;

3° à chaque directeur à l'égard du personnel affecté au sein de sa direction.

Art. 8. Délégation est accordée au directeur général pour octroyer au personnel relevant de son autorité des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure.

Art. 9. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions relatives à :

1° l'octroi des congés parentaux et des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officielle;

2° la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;

3° la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

4° l'affectation des agents;

5° l'interruption de carrière professionnelle;

6° la matière des congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale;

7° la matière des congés politique.

Art. 10. Délégation est accordée au directeur général pour désigner, dans le cadre des affaires examinées par la Chambre de recours, le fonctionnaire chargé de défendre la proposition contestée.

Art. 11. Délégation est accordée au directeur général pour prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité ainsi que la mise en disponibilité pour convenance personnelle.

Art. 12. Délégation est accordée au directeur général pour signer, en exécution des décisions du Gouvernement ou du Ministre délégué à cette fin, les contrats de travail du personnel non statutaire.

Art. 13. Délégation est accordée au directeur général pour prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement, pour motif grave, du personnel non statutaire.

Art. 14. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel.

Art. 15. Délégation est accordée au directeur général pour recevoir les prestations de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3, et 4.

Art. 16. Délégation est au directeur général pour prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'incapacité physique prises par le Service de Santé administratif.

TITRE III. — *Délégations en matière de dépenses*

Art. 17. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour arrêter le cahier spécial des charges, choisir le mode de passation de marché, engager la procédure, sélectionner les candidats et attribuer le marché, ainsi que pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du budget de l'Agence :

— directeur général : € 31.000;

— directeur général adjoint : € 25.000.

Art. 18. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour arrêter le cahier spécial des charges, choisir le mode de passation de marché, engager la procédure, sélectionner les candidats et attribuer le marché, ainsi que pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du budget de l'Agence et relative aux indemnités des membres des commissions, aux dépenses et frais de représentation, aux locations d'immeuble, aux locations de matériel et de mobilier, aux frais de bureau, aux frais de contentieux et aux frais financiers :

— directeur général : € 31.000;

— directeur général adjoint : € 25.000.

En ce qui concerne les missions s'inscrivant dans la politique des relations internationales, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° les dépenses jusqu'à € 5.000 relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de l'Agence;

2° sur avis du directeur général de la Direction générale des relations extérieures et après visas du directeur général et du ministre fonctionnel et accord du ministre des relations internationales, les dépenses supérieures à € 5.000 relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de l'Agence.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° les dépenses jusqu'à € 2.500 relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de l'Agence;

2° après accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des Relations extérieures, les dépenses supérieures à € 2.500 relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de l'Agence.

TITRE IV. — *Comité d'orientation et comité de la marque*

Art. 19. § 1^{er}. Outre les membres visés à l'article 9, § 2, 5°, 6° et 7°, et à l'article 10, § 2, 5°, du décret, les Comités d'orientation et de la marque se composent de deux types de membres selon leur procédure de désignation :

1° les membres visés à l'article 9, § 2, 1° à 3°, et à l'article 10, § 2, 1° à 3°, du décret sont choisis parmi une liste d'organismes ou associations sollicités par le Ministre pour représenter les secteurs ou organisations prévus dans le décret. Ceux-ci présentent au Ministre une proposition de membres. Cette proposition comprend une lettre de motivation en rapport avec les missions des comités et une liste de candidats avec le curriculum vitæ de chacun des candidats;

2° les membres visés à l'article 9, § 2, 4° et 8°, et à l'article 10, § 2, 4° et 6°, du décret sont choisis parmi les propositions faites par des associations, organismes ou par des personnes privées. Cette proposition comprend une lettre de motivation en rapport avec les missions des comités et une présentation des candidats avec leur curriculum vitæ.

Sur proposition du Ministre, les membres des comités d'orientation et de la marque collective sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Pour le renouvellement des mandats, les candidatures sont présentées trois mois au moins avant l'expiration du délai de cinq ans visé à l'alinéa précédent.

§ 2. Le Gouvernement démet le membre de l'un des comités lorsqu'il :

1° n'a pas siégé sans motif valable durant trois réunions consécutives;

2° laisse vacant son mandat suite au décès, à une démission ou pour toute autre cause;

3° perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé;

4° manque au devoir de sa charge.

Sur proposition du Ministre concerné, de l'association ou de l'organisme que le membre à remplacer représentait, le Gouvernement nomme un nouveau membre. Celui-ci est nommé par le Gouvernement, dans les deux mois qui suivent la décision de remplacement. Le remplaçant achève le mandat du membre auquel il succède.

§ 3. Les fonctions de président et de vice-président des comités sont attribuées à des personnes dont la compétence en matière de promotion de l'agriculture et de développement des produits agricoles de qualité différenciée sont reconnues.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président. En cas de démission ou de décès du président, le vice-président assume la présidence jusqu'à la désignation d'un nouveau président.

§ 4. Les comités sont convoqués par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par le Ministre.

Le règlement d'ordre intérieur de chaque comité précise notamment:

1° les modalités de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, d'établissement et d'approbation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom des comités;

2° les règles de participation aux séances ainsi que le règlement des conflits d'intérêts;

3° les délégations de signature;

4° le fonctionnement du secrétariat

§ 5. Les comités ne délibèrent valablement qu'en présence de la moitié de leurs membres au moins.

Si cette condition n'est pas remplie, les comités sont convoqués à nouveau avec le même ordre du jour et décident valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

Lorsqu'un membre présent s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis peut être complété par une mention relatant l'opinion divergente

§ 6. Il est interdit à tout membre des comités de délibérer sur des objets auxquels il a intérêt, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires avant ou après la délibération.

Art. 20. Les membres du Comité d'orientation et du Comité de la marque collective ont droit au remboursement de leurs frais de parcours conformément aux règles applicables aux fonctionnaires généraux de la Région wallonne.

Art. 21. Le rapport annuel d'activité et l'évaluation des actions menées, accompagnés d'un avis du Comité d'orientation, sont présentés au Gouvernement au plus tard le 15 février de l'année qui suit l'année considérée.

Art. 22. La proposition d'un plan stratégique pluriannuel visée à l'article 6, alinéa 2, 1°, du décret est remise au Gouvernement dans les trois mois qui suivent la nomination des membres du Comité d'orientation. L'Agence formule ensuite, au moins tous les deux ans, des adaptations de ce plan ou un nouveau plan sur base d'une évaluation globale.

Art. 23. Lorsqu'une demande d'avis est adressée au président d'un comité avec copie à tous les membres, le directeur général de l'Agence fixe le délai dans lequel un avis doit être donné par le Comité d'orientation ou par le Comité de la marque collective, ce délai ne pouvant être inférieur à deux mois.

Le Secrétariat des comités est assuré par l'Agence.

Art. 24. L'Agence transmet au Gouvernement les rapports et situations visées aux articles 17, § 1^{er}, et 18, § 1^{er}, 4°, du décret pour le dixième jour ouvrable de chaque mois. Les documents visés à l'article 18, § 1^{er}, 4°, comprennent les mouvements du mois ainsi que les mouvements cumulés depuis le début de l'exercice comptable.

Art. 25. L'Agence soumet au Ministre l'avant-projet de budget au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède l'année concernée. Cet avant-projet fait l'objet d'un avis du Comité d'orientation qui lui est annexé.

Art. 26. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} mars 2003.

Namur, le 13 février 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 837

[2003/200254]

13. FEBRUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung einiger Durchführungsbestimmungen zum Dekret vom 19. Dezember 2002 zur Förderung der Landwirtschaft und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Förderung der Landwirtschaft und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten, insbesondere der Artikel 6, 9, 10, 12, 17, 18 und 26;

Aufgrund des am 29. Januar 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. Januar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 21. Januar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der drei Tage nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des am 6. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 34.807/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° «das Dekret»: das Dekret vom 19. Dezember 2002 zur Förderung der Landwirtschaft und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten;

2° «die Agentur»: die Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité («Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft»), die durch Artikel 5 des Dekrets geschaffen wurde;

3° «der Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

Art. 2 - Die Vollmachten erteilen an die Mitglieder des statutarischen Personals der Agentur.

Vollmachten, die dem Inhaber eines Amtes erteilt werden, werden ebenfalls dem mit diesem Amt beauftragten Beamten erteilt.

Art. 3 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den beigeordneten Generaldirektor.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des beigeordneten Generaldirektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 1 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Direktor der betroffenen Direktion.

Art. 4 - Die Vorgesetzten eines mit einer Vollmacht versehenen Beamten können - aus welchem Grund auch immer - die Letzterem in Anwendung des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten ausüben. Sie dürfen jedoch nicht ihren Beschluss anstelle desjenigen gelten lassen, der von dem bevollmächtigten Beamten gefasst und zugestellt worden wäre.

Art. 5 - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Wenn es um den Abschluss eines Abonnements oder um das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank geht oder wenn es um eine Miete geht, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete ohne Mehrwertsteuer.

Art. 6 - Im Sinne des vorliegenden Vertrags gelten folgende Definitionen:

1° Dienstreise im Rahmen der Politik der internationalen Beziehungen: jede Auslandsreise, die direkt oder indirekt entweder auf die Förderung der Region im Ausland abzielt, oder auf die Suche nach jeglicher Form der internationalen Zusammenarbeit mit wallonischer Beteiligung und deren Umsetzung;

2° technische Dienstreise: jede Auslandsreise zwecks Teilnahme an Aktionen oder Veranstaltungen, die nicht der unter Punkt 1° angeführten Zielsetzung entsprechen, mit Ausnahme der Auslandsreisen zu Ausbildungszwecken;

3° Ausgabe in Bezug auf Vertretungskosten: jede Ausgabe für Restaurants, Empfänge und/oder Geschenke für Geschäftsbeziehungen, die im Rahmen der Beziehungen mit Vertretern der in Verbindung mit dem Ministerium der Wallonischen Region stehenden Einrichtungen im Interesse des Dienstes getätigt werden.

TITEL II — *Vollmachten in Bezug auf das Personal*

Art. 7 - Folgenden Personen wird die Vollmacht zum Fassen der Beschlüsse über den jährlichen Urlaub zu Ferienzwecken, die außergewöhnlichen Urlaubstage, den Urlaub aus besonderen Anlässen, und die Dienstreisen, mit Ausnahme der Dienstreisen ins Ausland, erteilt:

1° dem Generaldirektor entgegen dem beigeordneten Generaldirektor;

2° dem beigeordneten Generaldirektor entgegen den Direktoren, die ihm unterstehen;

3° jedem Direktor entgegen dem Personal seiner Direktion.

Art. 8 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt um, dem ihm unterstehenden Personal die Dienstbefreiungen zu gewähren, die aufgrund Umständen höherer Gewalt erforderlich sind.

Art. 9 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht für das Folgende erteilt:

1° Elternurlaub, Urlaub zur Teilnahme an Kursen beim Zivilschutz, zur Erbringung von Leistungen in Friedenszeiten, zur Aufnahme eines Kindes zwecks seiner Adoption oder einer inoffiziellen Vormundschaft, zu bewilligen;

2° Beschlüsse zu fassen, was Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten betrifft;

3° die endgültige Ernennung von Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 vorzunehmen;

4° die Zuordnung der Dienstposten für die Bediensteten vorzunehmen;

5° Beschlüsse hinsichtlich der Unterbrechung der Berufslaufbahn zu fassen;

6° Beschlüsse zu fassen über den Urlaub aus zwingenden Gründen familiärer Art, für das Absolvieren einer Probezeit in einer öffentlichen Dienststelle oder die Vorstellung einer Kandidatur bei den Parlaments- oder Provinzialwahlen, für Leistungen zugunsten einer von den nationalen, gemeinschaftlichen oder regionalen gesetzgebenden Versammlungen anerkannten politischen Fraktion oder bei den Vorsitzenden dieser Fraktionen, für verkürzte Dienstleistungen wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, um zur Verfügung des Königs gestellt zu werden, wegen Auftrag bzw. Auftrag innerhalb einer Gewerkschaft, für eine lange Abwesenheit aus familiären Gründen, reduzierte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen oder aus persönlichen Gründen, um an einem Unterricht zwecks der Vervollkommnung der geistigen, moralischen oder sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs zur sozialen Förderung teilzunehmen;

7° Beschlüsse über den politischen Urlaub zu fassen.

Art. 10 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um im Rahmen der durch die Berufungskammer überprüften Angelegenheiten den mit der Verteidigung des angefochtenen Vorschlags beauftragten Beamten zu bezeichnen.

Art. 11 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um eine Zurdispositionsstellung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, die keine endgültige Dienstunfähigkeit zur Folge hat, jedoch Abwesenheiten mit sich bringt, deren Dauer die Dauer des Urlaubs wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit überschreitet, zu verkünden.

Art. 12 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um in Ausführung der Beschlüsse der Regierung oder des zu diesem Zweck bevollmächtigten Ministers die Arbeitsverträge des nicht statutarischen Personals zu unterschreiben.

Art. 13 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um in Anwendung von Artikel 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge die Beschlüsse über die Entlassung des Vertragspersonals aus schwerwiegenden Gründen zu fassen.

Art. 14 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um die Beschlüsse über die Festlegung und die Zahlung des Gehalts der Personalmitglieder, einschließlich des Gehaltsvorschubs und der Zulage für die Ausübung von höheren Funktionen sowie der Zahlung von außerordentlichen Dienstleistungen zu fassen.

Art. 15 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 abzunehmen.

Art. 16 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um Beschlüsse über den Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der vom Gesundheitsdienst der Verwaltung gefassten Beschlüsse in Bezug auf eine körperlichen Unfähigkeit zu fassen sind.

TITEL III — *Vollmachten im Bereich der Ausgaben*

Art. 17 - Den Inhabern der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, um im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen das Sonderlastheft festzulegen, das Vergabeverfahren zu wählen, das Verfahren einzuleiten, die Bewerber auszuwählen und den Auftrag zu erteilen, sowie um jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Haushaltsplans der Agentur festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: € 31.000;

- beigeordneter Generaldirektor: € 25.000.

Art. 18 - Den Inhabern der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, um im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen das Sonderlastheft festzulegen, das Vergabeverfahren zu wählen, das Verfahren einzuleiten, die Bewerber auszuwählen und den Auftrag zu erteilen, sowie um jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 12 des Haushaltsplans der Agentur und in Bezug auf die Vergütungen der Kommissionsmitglieder, die Vertretungsausgaben und -kosten, die Mieten für Gebäude, die Mieten für Ausrüstungen und Mobiliar, die Bürokosten, die Kosten der Streitsachen und die Kapitalkosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: € 31.000;

- beigeordneter Generaldirektor: € 25.000.

Was die Dienstreisen im Rahmen der Politik der internationalen Beziehungen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, um folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° Ausgaben bis in Höhe von € 5.000 in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Agentur;

2° auf Gutachten des Generaldirektors der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen und nach Sichtvermerk des Generaldirektors und des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Zustimmung des Ministers der internationalen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als € 5.000 für Auslandsreisen der Personalmitglieder der Agentur.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, um folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° Ausgaben bis in Höhe von € 2.500 in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Agentur;

2° nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und Benachrichtigung der Generaldirektion der auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als € 2.500 für Auslandsreisen der Personalmitglieder der Agentur.

TITEL IV — Orientierungsausschuss und Ausschuss für die Kollektivmarke

Art. 19 - § 1. Neben den in Art. 9, § 2, 5°, 6° und 7°, und in Art. 10, § 2, 5° des Dekrets erwähnten Mitgliedern bestehen der Orientierungsausschuss und der Ausschuss für die Kollektivmarke aus zwei unterschiedlichen Kategorien Mitglieder, je nach ihrem Bezeichnungsverfahren:

1° die in Art. 9, § 2, 1° bis 3° und in Art. 10, § 2, 1° bis 3° des Dekrets erwähnten Mitglieder werden aus einer Liste von Einrichtungen oder Vereinigungen gewählt, die vom Minister mit der Vertretung der im Dekret vorgesehenen Sektoren oder Organisationen beauftragt werden. Letztere schlagen dem Minister eine Liste von Mitgliedern vor. Dieser Vorschlag enthält eine schriftliche Begründung in Zusammenhang mit den Aufträgen der Ausschüsse und eine Liste der Bewerber mit einem Lebenslauf jedes dieser Bewerber;

2° die in Art. 9, § 2, 4° und 8° und in Art. 10, § 2, 4° und 6° des Dekrets erwähnten Mitglieder werden aus den Personen gewählt, die von den Vereinigungen, Einrichtungen oder Privatpersonen vorgeschlagen werden. Dieser Vorschlag enthält eine schriftliche Begründung in Bezug auf die Aufträge der Ausschüsse und eine Vorstellung der Bewerber mit ihrem Lebenslauf.

Auf Vorschlag des Ministers werden die Mitglieder des Orientierungsausschusses und des Ausschusses für die Kollektivmarke von der Regierung für eine Dauer von fünf Jahren ernannt.

Im Hinblick auf die Erneuerung der Mandate werden die Bewerbungen mindestens drei Monate vor dem Ablauf der im vorigen Absatz erwähnten fünfjährigen Frist vorgelegt.

§ 2. Die Regierung kündigt das Mitglied eines der Ausschüsse, wenn es:

- 1° während mindestens drei aufeinanderfolgenden Sitzungen an den Versammlungen nicht teilgenommen hat;
- 2° sein Mandat vakant überlässt, wegen Versterben, Rücktritt oder irgend eines anderen Grunds;
- 3° die Eigenschaft verliert, aufgrund deren es ernannt worden ist;
- 4° seinen mit seinem Amt verbundenen Pflichten nicht nachkommt.

Auf Vorschlag des betroffenen Ministers, der Vereinigung oder Einrichtung, die das zu ersetzende Mitglied vertrat, ernennt die Regierung ein neues Mitglied. Dieses wird innerhalb zwei Monaten nach dem Ersetzungsbeschluss von der Regierung ernannt. Das neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, dem es nachfolgt.

§ 3. Das Amt des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden eines der Ausschüsse wird Personen zugeteilt, deren Sachkunde im Bereich der Förderung der Landwirtschaft und der Entwicklung von qualitativ differenzierten Produkten allgemein anerkannt wird.

Ist der Vorsitzende abwesend oder verhindert, so wird er durch den stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt. Bei Rücktritt oder Versterben des Vorsitzenden, wird der Vorsitz bis zur Bezeichnung eines neuen Vorsitzenden vom stellvertretenden Vorsitzenden übernommen.

§ 4. Die Ausschüsse werden vom Vorsitzenden, oder falls dieser abwesend ist, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder vom Minister zusammengerufen.

In der allgemeinen Dienstordnung eines jeden Ausschusses werden insbesondere folgende Punkte angegeben:

- 1° die Durchführungsbestimmungen für die Einberufung der Mitglieder, die Erstellung der Tagesordnung, die Aufstellung und Genehmigung der Protokolle, Gutachten und sonstigen Dokumente, die im Namen der Ausschüsse verfasst werden;
- 2° die Regeln für die Teilnahme an den Sitzungen sowie die Schlichtung von Interessenkonflikten;
- 3° die Übertragung von Zeichnungsberechtigungen;
- 4° die Arbeitsweise des Sekretariats.

§ 5. Die Beschlüsse der Ausschüsse sind nur dann gültig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.

Falls diese Bedingung nicht erfüllt ist, werden die Ausschüsse erneut mit derselben Tagesordnung zusammengerufen; ihre Beschlüsse sind dann gültig, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder dann auch sein mag.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst.

Wenn ein anwesendes Mitglied sich gegen die Ansicht der Mehrheit ausspricht, dann kann das Gutachten mit einer Anmerkung, in der die abweichende Meinung erwähnt wird, ergänzt werden.

§ 6. Es ist jedem Mitglied der Ausschüsse untersagt, an Beratungen teilzunehmen, die Angelegenheiten betreffen, die ihn entweder persönlich oder als Beauftragter vor oder nach der Beratung interessieren.

Art. 20 - Die Mitglieder des Orientierungsausschusses und des Ausschusses für die Kollektivmarke haben Anspruch auf die Rückzahlung ihrer Fahrtkosten gemäß den auf die Generalbeamten der Wallonischen Region anwendbaren Regeln.

Art. 21 - Der jährliche Tätigkeitsbericht und die Bewertung der getätigten Maßnahmen werden der Regierung spätestens am 15. Februar nach dem betreffenden Jahr unter Beifügung eines Gutachtens des Orientierungsausschusses vorgelegt.

Art. 22 - Der Vorschlag zu einem strategischen Mehrjahresplan gemäß Art. 6, Absatz 2, 1° des Dekrets wird der Regierung innerhalb von drei Monaten nach der Ernennung der Mitglieder des Orientierungsausschusses übermittelt. Danach nimmt die Agentur mindestens alle zwei Jahre Anpassungen zu diesem Plan vor, oder stellt einen neuen Plan aufgrund einer globalen Bewertung auf.

Art. 23 - Wird ein Antrag auf Gutachten an den Vorsitzenden eines Ausschusses mit Kopie an alle Mitglieder gerichtet, so legt der Generaldirektor der Agentur die Frist fest, innerhalb deren der Orientierungsausschuss oder der Ausschuss für die Kollektivmarke ihr Gutachten abgeben müssen, wobei diese Frist zwei Monate nicht unterschreiten darf.

Das Sekretariat der Ausschüsse wird von der Agentur übernommen.

Art. 24 - Die Agentur übermittelt der Regierung die Berichte und Abrechnungen im Sinne von Artikel 17, § 1 und 18, § 1, 4° des Dekrets vor dem zehnten Werktag eines jeden Monats. Die unter Artikel 18, § 1, 4° erwähnten Dokumente umfassen die Bewegungen des Monats sowie die kumulierten Bewegungen seit dem Anfang des Rechnungsjahrs.

Art. 25 - Die Agentur unterbreitet dem Minister den Vorentwurf zum Haushaltsplan spätestens am 31. Oktober des Jahres vor dem betreffenden Jahr. Dieser Vorentwurf ist Gegenstand eines Gutachtens des Orientierungsausschusses; dieses Gutachten wird dem Vorentwurf beigefügt.

Art. 26 - Das Dekret und der vorliegende Erlass treten am 1. März 2003 in Kraft.

Namur, den 13. Februar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 837

[2003/200254]

13 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende bepaalde uitvoeringsbepalingen van het decreet van 19 december 2002 betreffende de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit, inzonderheid op de artikelen 6, 9, 10, 12, 17, 18 en 26;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 29 januari 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 21 januari 2003;

Gelet op de beraadslaging door de Regering over het verzoek tot adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het advies nummer 34.807/4 van de Raad van State, uitgebracht op 6 februari 2003;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van 19 december 2002 betreffende de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit;

2° « het Agentschap » : « Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité » (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw);

3° « de Minister » : de Minister bevoegd voor Landbouw.

Art. 2. De overdrachten van bevoegdheden worden toegekend aan de statutaire personeelsleden van het Agentschap.

De overdrachten die worden toegekend aan de titularis van een ambt worden eveneens toegekend aan de ambtenaar die met dat ambt belast is.

Art. 3. Bij afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de adjunct-directeur-generaal.

Bij afwezigheid of verhindering van de adjunct-directeur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast, alsmede de overdrachten bedoeld in het eerste lid, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of van bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de directeur van de betrokken directie.

Art. 4. De hiërarchische oversten van een gedelegeerd ambtenaar kunnen, ongeacht de reden, de overdrachten die hem bij dit besluit zijn toegekend, uitoefenen. Zij kunnen hun beslissing evenwel niet in de plaats stellen van de beslissing die de gedelegeerd ambtenaar getroffen en medegedeeld zou hebben.

Art. 5. De bedragen bepaald in dit besluit dekken het geheel van de uitgave en luiden BTW niet inbegrepen.

Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur, BTW niet inbegrepen.

Art. 6. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° opdracht die kadert in het beleid der internationale betrekkingen : elke buitenlandse reis die of rechtstreeks of onrechtstreeks, ofwel de internationale bevordering van het Gewest beoogt, ofwel het zoeken naar of het uitvoeren van elke vorm van internationale samenwerking waarbij Waalse actoren bij betrokken zijn;

2° opdracht met een technisch karakter : elke buitenlandse reis met het oog op de deelname aan acties of evenementen die niet beantwoorden aan de doelstellingen bedoeld onder 1°, met uitzondering van de opleidingsopdrachten in het buitenland;

3° uitgave met betrekking tot de vertegenwoordigingskosten: elke uitgave met betrekking tot restaurant-, receptiekosten en/of kosten voor relatiegeschenken die wegens dienstbehoeften verricht zijn in het kader van de betrekkingen met vertegenwoordigers van instellingen die niet verbonden zijn met het Ministerie van het Waalse Gewest.

TITEL II. — *Overdrachten van bevoegdheden in personeelszaken*

Art. 7. Gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof en het omstandigheidsverlof en opdrachten anders dan buitenlandse opdrachten zijn:

- 1° de directeur-generaal ten overstaan van de adjunct-directeur-generaal;
- 2° de adjunct-directeur-generaal ten overstaan van de directeurs die onder zijn gezag vallen;
- 3° elke directeur ten overstaan van het personeel dat aan zijn directie is toegewezen.

Art. 8. De directeur-generaal is gemachtigd om aan het personeel dat onder zijn gezag valt, dienstvrijstellingen te verlenen die door overmacht ingegeven zijn.

Art. 9. De directeur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot:

- 1° het verlenen van ouderschapsverlof en het verlof om de cursussen van de school voor burgerlijke bescherming bij te wonen, om prestaties te verrichten in vredetijd, een kind op te vangen met het oog op adoptie of pleegvoogdij;
- 2° de aangelegenheden inzake beroepsongevallen en beroepsziekten;
- 3° de vaste benoeming van personeelsleden in de niveaus 2+, 2, 3 en 4;
- 4° de aanwijzing van personeelsleden;
- 5° de loopbaanonderbreking;
- 6° de aangelegenheden inzake het verlof om dwingende redenen van familiaal belang, om het volbrengen van de stage of het doorlopen van een proefperiode in een overheidsdienst mogelijk te maken of op te komen voor de parlementaire- of provincieverkiezingen, om prestaties te verrichten ten gunste van erkende politieke fracties in de nationale, communautaire of gewestelijke vergaderingen of ten gunste van de fractievoorzitters, wegens verminderde prestaties in geval van ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht, vakbondsopdracht, afwezigheid van lange duur die gerechtvaardigd is door familiale redenen, verminderde prestaties die gerechtvaardigd zijn door maatschappelijke of familiale redenen of om persoonlijke redenen, om hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken in het kader van een verlof voor sociale promoties;
- 7° de aangelegenheden inzake politiek verlof.

Art. 10. De directeur-generaal is gemachtigd om in het kader van de aangelegenheden die door de beroepskamer worden behandeld, de ambtenaar belast met de verdediging van het betwiste voorstel aan te wijzen.

Art. 11. De directeur-generaal is gemachtigd om de terbeschikkingstelling uit te spreken wegens ziekte of gebrekkigheid die geen definitieve werkonbekwaamheid met zich brengt, maar afwezigheden veroorzaakt waarvan de duur, de duur van het ziekte- of gebrekkigheidsverlof evenals van de terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen overschrijdt.

Art. 12. De directeur-generaal is gemachtigd om ter uitvoering van de beslissingen van de Regering of de daartoe gedelegeerde minister, arbeidscontracten van het niet-statutaire personeel te ondertekenen.

Art. 13. De directeur-generaal is gemachtigd om, in toepassing van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende het arbeidscontract, de beslissingen te treffen inzake ontslag om ernstige redenen van het niet-statutaire personeel.

Art. 14. De directeur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen betreffende de vastlegging en de betaling van de wedde van de personeelsleden, met inbegrip van het weddevoorschot en de uitkering voor de uitoefening van een hoger ambt, evenals de betaling van uitzonderlijke prestaties.

Art. 15. De directeur-generaal is gemachtigd om de personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 de eed te laten afleggen.

Art. 16. De directeur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen betreffende de aangelegenheden inzake ziekte- of gebrekkigheidsverlof behalve het geval dat gegeven dient te worden aan de beslissingen inzake lichamelijke onbekwaamheid die getroffen worden door de Administratieve Gezondheidsdienst.

TITEL III. — *Overdrachten van bevoegdheden inzake uitgaven*

Art. 17. De titularissen van de volgende ambten worden tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat gemachtigd om het bestek vast te stellen, de gunningswijze te kiezen, de procedure in te leiden, de gegadigden te kiezen en de opdracht toe te kennen, evenals om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elk op de basisallocaties van klasse 74 van de begroting van het Agentschap verrekenbare uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren:

- directeur-generaal: € 31.000;
- adjunct-directeur-generaal: € 25.000.

Art. 18. De titularissen van de volgende ambten worden tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat gemachtigd om het bestek vast te stellen, de gunningswijze te kiezen, de procedure in te leiden, de gegadigden te kiezen en de opdracht toe te kennen, evenals om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke op de basisallocaties van klasse 12 van de begroting van het Agentschap verrekenbare uitgave betreffende de vergoedingen van de commissieleden, de vertegenwoordigingsuitgaven en -kosten, de kosten voor geschillen en de financiële kosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren:

- directeur-generaal: € 31.000;
- adjunct-directeur-generaal: € 25.000.

Wat betreft de opdrachten die kaderen in het beleid der internationale betrekkingen, is de directeur-generaal gemachtigd om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren:

- 1° de uitgaven tot en met € 5.000 met betrekking tot de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Agentschap;

2° op advies van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen en na de visa van de directeur-generaal en de vakminister en de instemming van de Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen, de uitgaven hoger dan € 5.000 betreffende de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Agentschap.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter is de directeur-generaal gemachtigd om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° de uitgaven tot en met € 2.500 betreffende de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Agentschap;

2° na instemming van de vakminister en informatie aan het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen, de uitgaven hoger dan € 2.500 betreffende de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Agentschap.

TITEL IV. — *Oriëntatiecomité en comité van het collectieve merk*

Art. 19. § 1. Naast de leden bedoeld in artikel 9, § 2, 5°, 6° en 7° en artikel 10, § 2, 5°, van het decreet, bestaat het Oriëntatie- en Merkc comité uit twee types leden volgens de aanwijzingsprocedure :

1° de leden bedoeld in artikel 9, § 2, 1° tot en met 3° en in artikel 10, § 2, 1° tot en met 3°, van het decreet worden gekozen op een lijst van instellingen of verenigingen die door de minister worden aangesproken om de sectoren of organisaties bedoeld in het decreet te vertegenwoordigen. Zij leggen de minister een voordacht van leden over. Bij die voordracht wordt een motiveringsbrief gevoegd met de opdrachten van de comités en een lijst kandidaten met curriculum-vitae van elke kandidaat;

2° de leden bedoeld in artikel 9, § 2, 4° en 8° en in artikel 10, § 2, 4° en 6°, van het decreet worden gekozen uit de voordrachten door de verenigingen, instellingen of privé-personen. Bij die voordracht wordt een motiveringsbrief gevoegd met de opdrachten van de comités en een presentatie van de kandidaten met curriculum-vitae.

Op de voordracht van de minister worden de leden van het Oriëntatiecomité en Comité van het collectieve merk door de Regering benoemd voor een periode van vijf jaar.

Voor de hernieuwing van de mandaten worden de kandidaturen voorgedragen minstens drie maanden voor het verstrijken van de termijn van vijf jaar bedoeld in vorig lid.

§ 2. De Regering ontzet het lid van één van de comités indien :

1° hij zonder geldige reden niet aan drie opeenvolgende vergaderingen deelgenomen heeft;

2° zijn mandaat vacant wordt na overlijden, na ontslag of enige andere reden;

3° de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij benoemd werd;

4° tekortkomt in zijn taak.

Op de voordracht van de betrokken minister, de vereniging of de instelling die door het te vervangen lid vertegenwoordigd was, benoemt de Regering een nieuw lid. Dat lid wordt door de Regering benoemd, binnen de twee maanden volgend op de vervangingsbeslissing. De vervanger voltooit het mandaat van het lid dat hij opvolgt.

§ 3. De ambten van voorzitter en ondervoorzitter van de comités worden toegekend aan personen wier bevoegdheid inzake landbouwbevordering en ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit erkend zijn.

In geval van afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter. Bij ontslag of overlijden van de voorzitter neemt de ondervoorzitter het voorzitterschap waar tot en met de aanwijzing van een nieuwe voorzitter.

§ 4. De comités worden samengeroepen door de voorzitter of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter of door de minister.

Het huishoudelijk reglement van elk comité geeft onder meer aan :

1° de wijze van samenroeping van de leden, van agendering, van notulering, van opstelling van adviezen of andere stukken in de naam van de comités;

2° de regels voor deelname aan de vergaderingen, evenals het oplossen van belangenconflicten;

3° de delegatie inzake handtekeningen;

4° de werking van het secretariaat.

§ 5. De comités beraadslagen op geldige wijze enkel indien minstens de helft van de leden aanwezig is.

Indien die voorwaarde niet vervuld is, worden de comités opnieuw samengeroepen met dezelfde agenda en beslissen op geldige wijze ongeacht het aanwezige ledental.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige stemmen getroffen.

Indien een aanwezig lid verzet aantekent tegen het advies dat door de meerderheid is uitgebracht, kan in het advies melding worden gemaakt van het afwijkend advies.

§ 6. Het is voor elk lid van de comités verboden om te beraadslagen over onderwerpen waarbij zij ofwel persoonlijk ofwel als zaakgelastigde vóór of na beraadslaging belang hebben.

Art. 20. De leden van het Oriëntatiecomité en Comité van het collectieve merk hebben recht op terugbetaling van hun verplaatsingskosten overeenkomstig de voorschriften die van toepassing zijn op de algemene ambtenaren van het Waalse Gewest.

Art. 21. Het jaarlijkse activiteitenverslag en de evaluatie van de gevoerde acties worden samen met een advies van het Oriëntatiecomité aan de Regering voorgelegd uiterlijk op 15 februari van het jaar volgend op het betrokken jaar.

Art. 22. Het voorstel van een strategisch meerjarenplan zoals bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1°, van het decreet wordt aan de Regering overhandigd binnen de drie maanden volgend op de benoeming van de leden van het Oriëntatiecomité. Het Agentschap formuleert vervolgens minstens elke twee jaar de aanpassingen van dit plan of stelt een nieuw plan op op grond van een globale evaluatie.

Art. 23. Indien een verzoek om advies aan de voorzitter van een comité gericht wordt met afschrift aan alle leden, stelt de directeur-generaal de termijn vast waarin een advies gegeven dient te worden door het Oriëntatiecomité of Comité van het collectieve merk, waarbij die termijn niet minder dan twee maanden mag bedragen.

Het Secretariaat van de comités wordt door het Agentschap waargenomen.

Art. 24. Het Agentschap maakt aan de Regering de verslagen over en de situatieoverzichten bedoeld in artikel 17, § 1, en 18, § 1, 4° van het decreet, tegen de tiende werkdag van elke maand. De stukken bedoeld in artikel 18, § 1, 4°, bevatten alle bewegingen van de maand, evenals alle samengetelde bewegingen sinds het begin van het boekjaar.

Art. 25. Het Agentschap legt aan de minister het voorontwerp van begroting over uiterlijk op 31 oktober van het jaar dat het betrokken jaar voorafgaat. Dat voorontwerp wordt door het Oriëntatiecomité van een advies voorzien, dat daarbij wordt gevoegd.

Art. 26. Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 maart 2003.

Namen, 13 februari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 838

[2002/31106]

13 FEVRIER 2003. — Ordonnance portant assentiment au Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Rome le 4 novembre 2000 (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Rome le 4 novembre 2000, sortira, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, son plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 février 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Énergie et du Logement,

E. TOMAS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

—————
Note

(1) Documents du Conseil :
Session ordinaire 2002-2003 :
A-374/1 : Projet d'ordonnance.
A-374/2 : Rapport (renvoi).
Compte rendu intégral :
Discussion et adoption : séance du vendredi 7 février 2003.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 838

[2002/31106]

13 FEBRUARI 2003. — Ordonnantie houdende instemming met het Protocol nr. 12 bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, gedaan te Rome op 4 november 2000 (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol nr. 12 bij het Verslag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, gedaan te Rome op 4 november 2000, zal, wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 februari 2003.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandsbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Ambtenarenzaken en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

—————
Nota

(1) Documenten van de Raad :
Gewone zitting 2002-2003 :
A-374/1 : Ontwerp van ordonnantie.
A-374/2 : Verslag (verwijzing).
Volledig verslag :
Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 7 februari 2003.